



DÉCLARATION DES MÉDIAS

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
lundi 20 2024

Les groupes du Pacifique demandent à l'ONU et aux dirigeants du Pacifique d'intervenir en Kanaky-Nouvelle-Calédonie

La France n'est pas apte à gérer le processus de décolonisation

L'Alliance des Organisations Non Gouvernementales Régionales du Pacifique (ONGP) se joint au Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS) et à d'autres dirigeants de

Kanaky-Nouvelle-Calédonie pour appeler au calme et à la paix dans un contexte de violence et de troubles dans ce territoire insulaire du Pacifique, provoqués par l'insistance du gouvernement français à poursuivre les changements constitutionnels proposés et expressément rejetés par les groupes pro-indépendantistes.

L'Alliance réaffirme également sa position de solidarité avec le peuple de Kanaky-Nouvelle-Calédonie dans sa quête pacifique d'autodétermination et condamne le gouvernement Macron pour son agenda mal caché de prolongation du contrôle colonial sur le territoire.

Au cours des derniers mois, les dirigeants kanaks ont demandé à plusieurs reprises le retrait du projet de modification constitutionnelle des listes électorales locales, qui mettrait en péril le droit des peuples autochtones à l'autodétermination et menacerait le dialogue pacifique en cours sur l'avenir du territoire.

Ces modifications, proposées unilatéralement par le gouvernement Macron, supprimeraient les dispositions relatives au droit de vote qui ont été préservées et protégées en vertu des accords de Nouméa de 1998 afin de protéger les peuples autochtones contre les changements démographiques qui pourraient faire d'eux une minorité sur leur propre terre et leur barrer la route vers la liberté.

Malgré les protestations répétées et les avertissements selon lesquels l'initiative de modification constitutionnelle de M. Macron pourrait mettre fin à une période de 30 ans de paix relative dans le cadre des accords, les propositions, déjà adoptées par le Sénat français, ont de nouveau été soumises à l'Assemblée nationale au début de la semaine dernière.

La frustration croissante, en particulier parmi les jeunes Kanaks, face à ce qui est perçu localement comme une nouvelle trahison par la France du peuple de Kanaky et d'autres communautés locales souhaitant une transition pacifique, a depuis lors donné lieu à des émeutes et à des actes de violence à Nouméa et dans d'autres régions. Malheureusement, quatre décès ont été confirmés : trois jeunes Kanak, une femme et un gendarme français. Nos partenaires à Nouméa confirment que des milices pro-françaises étaient également impliquées dans les affrontements armés.

Nous sommes également informés que la détérioration de la situation en matière de sécurité risque d'être aggravée par des problèmes humanitaires dus aux dégâts subis par les magasins et autres points de vente de produits de première nécessité et de médicaments.

Nos prières accompagnent les familles et les communautés qui pleurent la perte d'êtres chers, ainsi que tous les habitants de Kanaky-Nouvelle-Calédonie en cette période de profond deuil national.

Cette semaine, alors que le séminaire régional du Comité de décolonisation des Nations unies (C24) se tient à Caracas, au Venezuela, pour entendre les mises à jour de la liste des territoires non autonomes à décoloniser, la France impose l'état d'urgence en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et envoie des troupes supplémentaires dans ce territoire du Pacifique pour y rétablir l'ordre.

Ironiquement, ses ouvertures actuelles en faveur de l'ordre public et de la paix contrastent fortement avec l'utilisation (abusives) des processus institutionnels pour infliger de la violence au peuple de Kanaky, comme l'a clairement démontré le comportement récent à Paris.

Alors que les chefs coutumiers, politiques et religieux locaux ont déploré toutes les violences et assumé la responsabilité de répondre aux frustrations croissantes des jeunes face à l'absence de progrès sur le front politique, les voix loyalistes et les représentants du gouvernement français ont continué à alimenter des récits qui servent à rendre les partisans de l'indépendance responsables des hostilités.

Comme on pouvait s'y attendre, Macron a convoqué tous les dirigeants politiques à Paris pour un dialogue immédiat. Comme le peuple de Kanaky l'a déjà déclaré, les décisions concernant Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peuvent être prises en France.

Il est clair que le gouvernement français, sous Macron, est incapable et inapte à superviser ce processus de décolonisation. L'ONU doit intervenir pour rétablir une transition plus juste et pacifique.

En solidarité avec le peuple de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, Nous, membres de l'Alliance PRNGOs et partenaires de solidarité, APPELONS :

1. A tous les responsables politiques, coutumiers, communautaires et ecclésiastiques de Kanaky-Nouvelle-Calédonie de continuer à exercer leur responsabilité dans le rétablissement du calme et de la paix au sein de leurs juridictions respectives sur le territoire.
2. À tous les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, en particulier à Fidji et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en tant que nos représentants régionaux à l'ONUC24, de soutenir la délégation de Kanaky-Nouvelle-Calédonie au séminaire régional de Caracas, au Venezuela, et à la session de fond de l'ONUC24 à New York en juin 2024, dans ses efforts pour mettre en évidence les échecs du gouvernement français en tant qu'administrateur neutre du processus de décolonisation du territoire.
3. À la présidence française de retirer immédiatement son projet unilatéral de suppression des dispositions constitutionnelles qui protègent les électeurs indépendantistes, en particulier les populations autochtones de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, des changements démographiques qui pourraient faire d'eux une minorité sur leur propre terre ; et
4. Aux Nations unies et aux dirigeants du Pacifique d'envoyer une mission neutre pour superviser et arbitrer le dialogue entre toutes les parties aux accords de Nouméa et au processus politique qui en découle.

Approuvé par :

- **Australian Association for Pacific Studies**

- **Aotearoa Human Rights Foundation**
- **Action Station**
- **Alliance for Future Generations**
- **350- Aotearoa**
- **Bismark Ramu Group**
- **Pacific Climate Action Network**
- **DIVA- Diverse Voices and Action for Equality**
- **Elsham Papua**
- **FCOSS - Fiji Council of Social Services**
- **FemLINKpacific**
- **FYSA- Fiji Youth SRHR Alliance**
- **LLCTC-Lauru Land Conference of Tribunal Communities**
- **MILDA- Melanesian Indigenous Land Defense Alliance**
- **Moruroa e Tatou.**
- **Nuclear Truth Project.**
- **PCC- Pacific Conference of Churches**
- **PIANGO- Pacific Islands Association of Non-governmental Organizations**
- **PARC- Pacific Asia Resources Center**
- **Peace Movement Aotearoa**
- **PANG- Pacific Network on Globalisation**
- **Pacific Network**
- **Te Kuaka**
- **VILDD- Vanuatu Indigenous Land Defense Desk**
- **Vanuatu Human Rights Coalition**
- **YWCA- Fiji Young Women's Christian Association**
- **Youngsolwara Pacific**